

Document fourni à l'appui de la requête 440118 demandant de ramener les mesures "COVID" du stade d'obligations strictes au stade de recommandations, comme en Suède. Origine : site de l'ambassade de Suède à Paris.

Sur quoi se base le gouvernement suédois pour prendre des décisions ?

En Suède, des agences gouvernementales expertes et indépendantes font des **recommandations** au gouvernement sur les mesures nécessaires pour limiter la diffusion du COVID-19 et pour lutter contre les effets de la propagation de l'infection dans la population. Ces agences peuvent également prendre elles-mêmes certaines décisions s'agissant de la lutte contre les infections. En l'occurrence le gouvernement s'appuie sur les **recommandations** de l'Agence suédoise de santé publique.

Les établissements scolaires et les universités sont-ils ouverts ?

Actuellement, tous les lycées et les universités dispensent leurs enseignements en ligne, mais les écoles maternelles, primaires et les collèges restent ouverts.

Jusqu'à présent, l'Agence de santé publique de Suède estime que la fermeture des écoles n'est pas nécessaire. La propagation du COVID-19 parmi les enfants scolarisés est limitée. La fermeture d'écoles aurait des répercussions négatives pour la société suédoise. Par exemple, selon les estimations, 39% du personnel de santé devrait cesser le travail si les écoles venaient à fermer, ce qui entraînerait des problèmes importants pour nos hôpitaux.

Dans 80% des familles suédoises environ, les deux parents travaillent. De ce fait, la fermeture des écoles obligerait un parent de chaque famille à quitter le marché du travail, ce qui aurait un effet immédiat sur de nombreuses fonctions vitales de la société comme les soins de santé, l'assistance aux personnes âgées, les services sociaux, la police et les pompiers. En Suède, la plupart des enfants sont inscrits dans des écoles maternelles et des centres publics périscolaires qui sont largement subventionnés.

Cette décision peut-elle être modifiée ?

Si l'Agence de santé publique de Suède estime que toutes les écoles suédoises doivent fermer afin de lutter contre la propagation du COVID-19, le gouvernement est prêt à le faire. Le Riksdag (le Parlement suédois) vient d'adopter des mesures législatives permettant de mettre en œuvre une fermeture d'école si l'évaluation épidémiologique devait changer ; si nécessaire, il est déjà juridiquement possible de fermer des écoles au niveau local pour freiner la propagation locale du COVID-19.

La législation suédoise sera-t-elle modifiée pour étendre le pouvoir du gouvernement ?

Après consultations avec tous les partis politiques, le gouvernement suédois a proposé une nouvelle loi pour renforcer les capacités de lutte contre la propagation du COVID-19. La proposition bénéficie d'un large soutien politique et devrait être adoptée par le Parlement suédois.

Ce nouveau texte de loi autorisera le gouvernement à statuer sur certaines questions relatives à la lutte contre la pandémie qui nécessiteraient normalement une décision du Parlement suédois. Cela concernera :

restrictions temporaires de rassemblements publics
fermeture temporaire de centres commerciaux et autres commerces

fermeture temporaire de lieux de rencontre sociaux et culturels, tels que bars, discothèques, restaurants, et installations sportives, bibliothèques, musées (NB : les lieux de culte ne sont pas concernés)

- fermeture temporaire ou réduction de certains moyens de transport ou d'utilisation d'infrastructures, telles que ports, aéroports, gares routières ou ferroviaires
- permettre temporairement la redistribution de médicaments ou de matériel de protection et d'autres équipements médicaux entre prestataires de soins de santé ou géographiquement

Les règlements adoptés par le gouvernement en vertu de cette modification de la législation seront immédiatement soumis au Parlement suédois pour examen. La législation sera en vigueur pendant trois mois.

Est-ce une forme d'état d'urgence ?

Ce nouveau texte n'est pas une phase préparatoire en vue d'un confinement total ou d'un état d'urgence. La constitution suédoise n'autorise pas le gouvernement à déclarer l'état d'urgence. En vertu de la constitution suédoise, la liberté de circulation est un droit fondamental et la limitation de ce droit exige une décision du Parlement suédois.

*Est-il habituel pour les gouvernements suédois de faire appel à des **recommandations** ?*

S'agissant de la santé publique, l'utilisation de **recommandations** est une approche habituelle en Suède. Il en est ainsi par exemple pour la vaccination des enfants. Le programme suédois de vaccination des enfants repose sur les **recommandations** des autorités et n'est pas une obligation légale. Pourtant, plus de 97% des enfants suédois sont vaccinés conformément aux **recommandations**. Il en va de même pour les antibiotiques ; en Suède, il est **recommandé** aux médecins de s'abstenir de prescrire des antibiotiques lorsqu'ils ne sont pas nécessaires. La Suède a l'un des plus bas niveaux d'utilisation d'antibiotiques en Europe.

La société suédoise fait-elle confiance à ses gouvernants ?

Selon le World Values Survey, le niveau de confiance de la société suédoise est élevé. L'enquête révèle un niveau de confiance sociale bien supérieur à la moyenne. Le degré de confiance interpersonnelle est élevé, ce qui signifie que les Suédois se font mutuellement confiance pour agir de manière responsable. La population suédoise fait largement confiance aux pouvoirs publics et elle est convaincue qu'ils agissent dans l'intérêt public. De leur côté, les autorités font également confiance aux citoyens pour tenir compte de leurs conseils.

Dans la situation actuelle, les Suédois adhère pleinement aux **recommandations** de l'Agence de santé publique de Suède. Par exemple, selon une récente enquête, 87% des personnes âgées de plus de 70 ans suivent les **recommandations**.

(mise à jour au 7 avril 2020)